

CONFERENCE DE PRESSE DU 6 OCTOBRE 1980

La grande crise de confiance qui affecte la Clinique de Bel-Air a enfin été reconnue par le Conseil d'Etat, qui, il y a trois mois encore, affirmait haut et fort sa solidarité avec la direction de la clinique. Il est vrai qu'entre-temps une partie importante des médecins des institutions psychiatriques a pris position pour remettre en question la qualité de la pratique médicale du professeur Tissot.

L'institution d'une commission d'enquête administrative a le mérite de démontrer franchement le désarroi de l'autorité politique face aux mesures à prendre. Une commission d'enquête, dont la totalité des membres a été ou est en relation étroite avec la direction de la clinique, dans le cadre de celle-ci ou dans le cadre de la Faculté de médecine, ne peut pas être qualifiée d'indépendante. Toutefois, les manquements et insuffisances des pratiques médicales sont si graves qu'ils ne pourront échapper à personne.

Il est aussi regrettable que ni les usagers de la psychiatrie, ni les organisations syndicales et professionnelles du personnel infirmier ne soient représentés dans cette commission d'enquête.

Le respect scrupuleux des droits des patients ne doit pas attendre le résultat d'une enquête administrative qui va se dérouler sur près d'un an.

Ce n'est pas en faisant le silence et en cultivant le secret que le climat serein, souhaité par le Conseil d'Etat, s'instaurera. C'est par une information large et complète, ainsi que par des mesures immédiates qui doivent être prises sans délai.

- 1) Suspension provisoire de l'activité de recherche scientifique à la Clinique de Bel-Air, compte tenu des graves fautes déontologiques qui grèvent la recherche scientifique dans cet établissement.
- 2) Suppression immédiate de l'utilisation des cellules d'isolement dans les pavillons d'admission, avec augmentation du personnel infirmier de ces pavillons.
- 3) Arrêt des traitements par cure de sommeil, tant que l'établissement ne sera pas équipé d'un service médical suffisant en personnel et matériel pour soigner les affections somatiques des patients.
- 4) Instructions données par le Conseil d'Etat à la direction de Bel-Air de solliciter le consentement écrit du patient après l'avoir complètement informé, pour tout traitement à haut risque, notamment cure de neuroleptiques à hautes doses.

Dans les cas exceptionnels où le patient est hors d'état de donner un consentement, celui-ci doit être donné par le représentant légal ou un proche.

- 5) Instauration, dans les mois qui viennent, de thérapeutiques nouvelles et diversifiées à la Clinique de Bel-Air, notamment fonctionnant selon les principes de la "communauté thérapeutique".

